

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 30 mai 2022

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 22-228

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**STEPHAN**

**13, rue du Général de Gaulle  
10260 VIREY-SOUS-BAR**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 avril 2022 sur l'établissement STEPHAN de VIREY-SOUS-BAR. L'inspection a été annoncée le 15 mars 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SARL STEPHAN est autorisée à exploiter un dépôt de déchets de métaux et de véhicules hors d'usage (V.H.U) par l'arrêté préfectoral n° 98-1269A du 06 avril 1998, complété le 25 mars 2013 suite à une modification de la nomenclature des installations classées visant les rubriques dédiées au transit et au traitement des déchets.

L'activité spécifique de démolition de véhicules hors d'usage est encadrée par l'arrêté n° 2018129-0001 du 9 mai 2018 portant agrément pour l'exercice de cette activité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEPHAN
- 13, rue du Général de Gaulle - 10260 VIREY-SOUS-BAR
- Code AIOT dans GUN : 0005703286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société STEPHAN est spécialisée dans la récupération, le tri et la valorisation de VHU et de déchets métalliques ferreux et non-ferreux en provenance d'entreprise, de déchèterie ou de particuliers. Elle traite entre 12 et 15 000 tonnes de déchets métalliques par an et emploie 17 personnes.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle du rapport d'Audit lié à l'agrément VHU
- Fonctionnement générale de l'installation
- Rejet aqueux
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Mme la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Audit - Arrêté du 2 mai 2012	Art R. 543-164 du CE	/	Sans objet
Volet Air / Brûlage	AP n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 4.1	/	Sans objet
Collecte et point de rejet des effluents	AP n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 5.4.1	/	Sans objet
Caractéristiques des rejets	AP n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 5.5	/	Sans objet
Déchets	AP n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 6.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de secours contre l'incendie	AP n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 8.7.1	/	Lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement notamment pour les rubriques 2712 (V.H.U.) et 2713 (TTR de métaux). Aussi, l'exploitant est tenu de respecter notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 98-1269A du 06 avril 1998 ainsi que de se conformer à l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Ce contrôle a été réalisé par sondage des prescriptions issues de l'arrêté précité en lien avec la thématique retenue. A l'issue de ce contrôle, une non-conformité a pu être constatée. L'inspection des installations classées propose par voie de courrier préfectoral de demander à l'exploitant qu'il se rapproche de l'autorité compétente afin de vérifier que les caractéristiques du poteau incendie répondent toujours aux exigences de l'arrêté préfectoral précité.



## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Audit - Arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage

<b>Référence réglementaire :</b> Article R. 543-164 du code de l'environnement, Annexe 1 cahier des charges joint à l'agrément délivré à l'exploitant d'un centre VHU, alinéa 15
<b>Thème(s) :</b> Rapport d'audit agrément VHU
<b>Prescription contrôlée :</b> 15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants : — vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ; — certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; — certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport d'audit réalisé par la société Euro Qualité System. L'audit a été réalisé le 1 <sup>er</sup> septembre 2021, soit moins de 1 an avant la présente visite. Le rapport d'audit ne présente aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** volet Air / Brûlage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 4.1
<b>Thème(s) :</b> brûlage à l'air libre
Le brûlage à l'air libre est interdit
Suite à la visite du site, le contrôle sur site ne laisse pas apparaître de trace de brûlage à l'air libre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Collecte et point de rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 5.4.1
<b>Thème(s) :</b> Rejet des Effluents – Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> " (...) Le rejet des eaux issues du séparateur à hydrocarbures se fera dans une tranchée filtrante du côté opposé au CD 32 le long de la parcelle n° 373 après passage dans un regard de contrôle et de prélèvement. La presse-cisaille reposera sur une aire étanche de 225 m <sup>2</sup> reliées aux séparateurs d'hydrocarbures"
<b>Constats :</b> la presse cisaille repose sur une dalle étanche dont les pentes et les caniveaux font que les écoulements se déversent dans le débourbeur déshuileur. Le jour de la visite, il n'a pas été constaté d'écoulement en dehors du dispositif de collecte. Le système d'épuration est bien situé sur le site dans la zone la plus éloignée au CD 32.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Caractéristiques des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 5.5
<b>Thème(s) :</b> Rejet des Effluents – Eaux pluviales – Milieu Naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet au milieu naturel des eaux pluviales provenant de l'établissement respectera les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• concentration en MES inférieure ou égale à 30 mg/l,</li><li>• concentration en DBO<sub>5</sub> inférieure ou égale à 100 mg/l,</li><li>• azote global inférieur à 30 mg/l (exprimé en azote élémentaire),</li><li>• hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l</li></ul>
<b>Constats :</b> l'exploitant a présenté le dernier rapport disponible relatif à l'analyse des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbure réalisé par le laboratoire Aquanalyse. Les valeurs de rejets obtenue sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• concentration en MES : 22 mg/l</li><li>• concentration en DBO<sub>5</sub> : 32 mg/l</li><li>• azote global : 4,85 mg/l N</li><li>• hydrocarbures : 4,2 mg/l.</li></ul> L'exploitant a également présenté le bon d'intervention établi par la société OSIS EST – Troyes relatif au pompage nettoyage du séparateur hydrocarbure, de l'aire de dépotage et du poste de relevage établi suite à l'intervention du 6 avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 6.5
<b>Thème(s) :</b> Élimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans les installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite
<b>Constats :</b> Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé le Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) relatif à l'élimination des batteries de véhicule (code déchet 16 06 01). L'exploitant a présenté le BSD relatif à l'élimination de 19,860 tonnes de batterie au plomb prises en charge par la société DAUVILLIERS Transports (45330 MALESHERBES) le 7 février 2022 et réceptionné le même jour par la société ECOBAT Ressources (Ex-Société de Traitement Chimique des Métaux) (45480 BAZOCHES LES GALLERANDES). Cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée notamment pour le traitement thermique de déchets dangereux (rubrique 2770). Le code relatif au traitement des déchets est : R4 (recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de secours contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral n° 98-1269A du 06 avril 1998, art 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La défense extérieure devra prévoir un débit d'eau d'au moins 60 m³/h sous une pression minimum de 1 bar ainsi que la normalisation NFS 61-213 au niveau du poteau incendie. La défense intérieure du site doit être constituée d'extincteurs mobiles à raison de 18 litres de produit extincteur pour 500 m² et un appareil pour 200 m² dans les ateliers (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'il dispose d'un poteau incendie communal sur la route à proximité du site, il déclare également ne pas disposer d'information récente sur le maintien des caractéristiques de ce poteau en débit et pression. L'exploitant dispose de 42 extincteurs répartis sur le site. Le dernier contrôle périodique a été réalisé par la société ARLI le 25 juin 2021. Lors de la visite terrain, leur présence a pu être constatée à des endroits stratégiques (dans le bâtiment principal, à proximité des dégagements, à proximité de la station de dépollution des VHU,...) Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose, par voie de courrier préfectoral, de demander à l'exploitant qu'il se rapproche de l'autorité compétente afin de vérifier que les caractéristiques du poteau répondent toujours aux exigences de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale